

**Arrêté ministériel portant reconnaissance de l'ASBL  
« ASSOCIATION DE TECHNICIEN•NE•S  
PROFESSIONNEL•LE•S DU SPECTACLE, en abrégé  
ATPS » en tant que fédération professionnelle**

**A.M. 23-05-2025**

**M.B. 17-09-2025**

La Ministre de la Culture,

Vu le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les articles 92 à 95 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 08 mai 2019 portant exécution du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les articles 2 et 3 ;

Vu l'appel à candidatures pour la reconnaissance en qualité de fédération professionnelle lancé le 15 octobre 2024, prolongé jusqu'au 06 janvier 2025 ;

Considérant la demande de reconnaissance en tant que fédération professionnelle introduite par l'ASBL « ASSOCIATION DE TECHNICIEN•NE•S PROFESSIONNEL•LE•S DU SPECTACLE, en abrégé ATPS » ;

Que le dossier est recevable en ce qu'il comprend les pièces visées à l'article 2, §2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2019 précité ;

Considérant que cette demande vise les Chambres de concertations suivantes :

- la Chambre de concertation des arts vivants ;
- la Chambre de concertation de l'action culturelle et territoriale ;

Que c'est dans le cadre des spécificités de ces secteurs et compétences respectives de ces chambres que la demande doit être étudiée ;

Considérant que l'ATPS a pour objet la promotion, la légitimation, le droit, la défense, le rassemblement, l'entraide, la formation de techniciens et des techniciennes professionnelles du spectacle ;

Considérant que les critères de reconnaissance visés à l'article 92, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> du décret du 28 mars 2019 précité sont rencontrés pour les deux Chambres de concertations visées ci-dessus ;

Considérant qu'en ce qui concerne la Chambre de concertation des arts vivants, les critères de reconnaissance visés à l'article 92, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> sont rencontrés ;

Considérant que la Chambre de l'action culturelle et territoriale remet des avis relatifs au soutien et au développement d'une vision structurante du territoire en termes de soutien aux opérateurs socioculturels ;

Qu'il s'agit d'une composante transversale aux politiques culturelles dont la Chambre de concertation de l'action culturelle et territoriale a à connaître ;

Que la référence à une liste de membres répartis sur le territoire de la Communauté française ne suffit pas à lui seul pour rencontrer l'existence d'une vision territoriale relevant de la compétence de la Chambre de concertation de l'action culturelle et territoriale ;

Que le dossier de candidature ne démontre pas que l'existence d'une vision territoriale au sens du développement culturel du territoire dans le chef de l'ATPS ;

Qu'il ne peut être retenu que l'ATPS a pour activité la représentation effective d'opérateurs dans le cadre des politiques culturelles de la Chambre de concertation de l'action culturelle et territoriale au sens de l'article 92, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> du décret du 28 mars 2019 précité ;

Que la reconnaissance ne peut être étendue à cette Chambre de concertation ;

Considérant qu'il convient dès lors de reconnaître l'ATPS en tant que fédération professionnelle au sens du décret du 28 mars 2019 ;

Que cette reconnaissance est limitée à la Chambre de concertation des arts vivants,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - L'ASBL « ASSOCIATION DE TECHNICIEN·NE·S PROFESSIONNEL·LE·S DU SPECTACLE, en abrégé ATPS », enregistrée sous le numéro d'entreprise 445.589.195, est reconnue en tant que fédération professionnelle pour une durée de cinq ans à dater de la signature du présent arrêté.

**Article 2.** - L'opérateur visé à l'article 1<sup>er</sup> siège au sein de la Chambre de concertation des arts vivants, dans la mesure où les missions de celle-ci relèvent directement et à titre principal de l'activité de représentation de l'opérateur.

**Article 3.** - Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 23 mai 2025.

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture, des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE